Économie politique

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **27 (1935)**

Heft 6

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Economie politique.

Les grandes banques suisses en 1934.

Au cours des dernières années, l'incapacité dans laquelle s'est trouvée l'Allemagne de faire face à ses engagements, ou pour mieux dire, sa mauvaise foi, s'est aggravée et a rendu la situation des grandes banques suisses dont la presque totalité du capital-actions ainsi que les réserves ont été placées en Allemagne et sont actuellement gelées, plus critique encore. La Banque d'escompte suisse a disparu; malgré l'aide financière accordée par la Confédération, la liquidation ne put être évitée. Pour les autres instituts, les transactions n'ont pas cessé de diminuer. A part les retraits effectués sur les avoirs à l'étranger, qui ont probablement pris fin, il y en eut également en Suisse, c'est ainsi que les valeurs étrangères ont diminué de 500 millions en chiffres ronds ou de 11 pour cent. Le fait que les banques suisses ont pu dans l'espace de 4 ans rembourser environ 2½ milliards et qu'elles disposent actuellement encore d'une capacité de payement très grande, mérite d'être relevé. Elles disposent de 700 millions de francs liquides, de 1000 millions environ en comptant les avoirs en banque.

Les chiffres suivants permettent de se rendre compte de la situation des 7 grandes banques à fin 1934:

	Capital-actions	Réserves	Fonds étrang.	Bilan	Bénéfice net par 1000 fr.	Dividendes en %
	en millions de francs					
Société de banque suisse .	160	40	999	1199	7,239	4,5
Crédit suisse	150	55	940	1146	10,125	6
Banque populaire suisse .	193	5	710	937	777	2
Union des banques suisses .	80	32	446	558	2,551	3
Banque fédérale S. A. . .	75	30	328	435	2,337	3
Banque commerciale de Bâle	75	25	325	416	534	—
Leu & Co S. A.	40	7	260	307	1,234	3
	773	194	4008	4998	24,797	3,5

A un certain moment, la Banque populaire fut frappée plus particulièrement par la diminution des fonds étrangers, cela en connexion avec la crise de confiance et les mesures d'assainissement à laquelle elle fut soumise. Néanmoins, depuis le début de l'année, les retraits ont presque complètement cessé. Pour les autres banques également, il s'est produit une trêve au cours de l'année dernière. Quoi qu'il en soit la nouvelle restriction décrétée par l'Allemagne au sujet du payement des intérêts a aggravé une fois encore la crise que traversent les grandes banques. Les rapports annuels ainsi que les commentaires présentés lors des assemblées générales permettent de se faire une idée plus ou moins exacte des sommes encore placées à l'étranger à fin 1934. Nos investigations ont abouti au tableau suivant:

	Avoirs à l'étranger total	Avoirs dans les pays qui ont restreint leurs payements	en Allemagne
		en millions de francs	
Société de banque suisse . . .		env. 150	
Crédit suisse		env. 200	
Banque populaire suisse . . .	156	124	100
Union des banques suisses . .		108	88,5
Banque fédérale S. A.	172		
Banque commerciale de Bâle .	224	153	117
Leu & Co S. A.	100		75

Ainsi, les sommes déposées dans les pays qui ont de la peine à faire face à leurs engagements, s'élèvent encore à 900 millions environ. Il est vrai que la plupart des banques s'efforcent de faire rentrer ces fonds, même au prix de fortes pertes.

La cote en bourse des actions des grandes banques permet de juger l'importance de ces gros engagements à l'étranger. Les cours des actions atteignaient (valeur nominale 500 francs):

	Fin 1930	Fin 1932	Fin 1933	Fin 1934	Fin Mai 1935
Société de banque suisse	830	570	502	463	300
Crédit suisse	912	658	645	595	400
Union des banques suisses	681	430	340	302	152
Banque fédérale S. A.	738	436	370	305	126
Banque commerciale de Bâle . . .	716	390	329	300	55
Leu & Co S. A.	720	433	334	296	127

Pour la Banque commerciale de Bâle, le cours des actions est tombé à 10 pour cent de la valeur nominale, pour les autres instituts à 30 pour cent. Le Crédit suisse et l'Union des banques suisses maintiennent un cours légèrement plus élevé.

Développement des grandes banques au cours de l'année 1934:

	Capital-actions	Réserves	Fonds étrang.	Bilan	Bénéfice net	Dividendes en %
	en millions de francs					
1929	907	241	6330	8195	79	7,5
1930	909	248	6611	8577	74	7,2
1931	958	241	5517	7171	50	5,1
1932	922	243	4979	6429	45 *	4,6 *
1933	883	191	4570	5871	33 *	5,5 *
1934 **	773	194	4008	4998	28,3	3,5

* Sans la Banque d'escompte et sans la Banque populaire.
** Sans la Banque d'escompte.

La régression des grandes banques suisses a commencé en 1931. A partir de ce moment, le bilan diminua de 3,6 milliards ou de 40 pour cent. Les bénéfices et les rentes ont diminué dans une plus forte proportion encore.

Tout laisse supposer que la crise que traversent les grandes banques n'est pas près d'être terminée. La liquidation des transactions avec l'étranger, en particulier les avoirs gelés en Allemagne et dans les Balkans, durera quelque temps encore et les pertes qui en découleront ne pourront pas être supportées sans que des mesures d'assainissement soient prises. La concentration parmi les grandes banques se poursuivra fort probablement. Réduits à 5 même (la Banque populaire ne travaillant plus que sur le marché indigène et la Banque Leu & Co désirant limiter son activité aux transactions hypothécaires), les instituts seront encore trop nombreux pour les possibilités de transactions déjà très limitées sur le marché international. Pour l'un d'entre eux la liquidation n'est plus qu'une question de temps. L'avenir prouvera si cette transformation se fera sans nouveau bouleversement et sans l'intervention de l'Etat.